

ment influencer sur notre attitude politique ni affaiblir la loyauté sincère, profonde, sérieuse et réfléchie que nous professons pour la Couronne britannique ? Ce serait tomber dans le lieu commun. Notre attachement à la langue immortelle de Bossuet et de Châteaubriand, notre enthousiasme pour la littérature qui a enfanté tant d'impérissables chefs-d'œuvre, l'intérêt passionné que nous inspire l'histoire de la grande nation dont nous sommes issus, n'ont rien qui puisse nous détourner d'accomplir les devoirs nouveaux que la Providence nous a assignés il y a près d'un siècle et demi. Quand nous disons que nous sommes français, nous voulons dire simplement que nous entendons conserver notre langue, nos traditions, notre caractère national, et non pas que nous aspirons à renouer le lien politique que la main de Dieu a rompu en 1763. Nous affirmons que nous sommes de race française, mais en même temps nous complétons l'énoncé de notre *status* national en proclamant fièrement que nous sommes Canadiens-Français.

Je sais bien qu'il y a des esprits assez étroits pour nous contester la première partie de ce double nom. Plusieurs d'entre vous ont lu sans doute cette phrase ultra spirituelle écrite par un follienlaire gallophobe au moment où le duc d'York visitait l'automne dernier cette province : "Son Altesse Royale, disait-il, est arrivée dans la province de Québec ; dans quelques jours seulement elle verra le Canada". Ainsi donc, d'après ce sympathique écrivain, la province de Québec ne méritait pas d'être considérée comme faisant partie du Canada. Et nous n'étions pas dignes du nom de Canadiens. La conception était